



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Inter-Départementale 25-70-90

ARRÊTÉ DREAL N° 70-2025-01-17-0001

EN DATE DU 17 JAN. 2025

portant modification de l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de profilés aluminium par la société SLA Industrie sur le territoire de la commune de Fougerolles-Saint-Valbert

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- le Code des relations entre le public et l'administration ;
- le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du Préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;
- le décret du 24 avril 2024 portant nomination de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Saône, Mme Annick PÂQUET ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2009 n°1078 du 29 avril 2009 autorisant la société SLA Industrie SAS à exploiter une installation de fabrication de profilés aluminium sur le territoire de la commune de Fougerolles, sous réserve du respect des prescriptions figurant dans le présent arrêté ;
- l'arrêté préfectoral DREAL/I/2014 n°2014-099-0001 du 9 avril 2014 prescrivant l'actualisation des rubriques de classement, et la constitution de garanties financières en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement, à la société SLA Industrie, pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Fougerolles ;

- l'arrêté préfectoral DREAL/I/2019 n°70-2019-06-07-007 du 7 juin 2019 encadrant l'extension du site de la société SLA Industrie pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Fougerolles-Saint-Valbert ;
- l'arrêté préfectoral n°70-2024-05-06-00057 du 6 mai 2024 portant délégation de signature à Mme Annick PÂQUET, Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Saône ;
- le dossier déposé par la société SLA Industrie le 13 février 2023 concernant le projet de nouvelle ligne de thermolaquage ;
- le dossier déposé par la société SLA Industrie le 9 octobre 2023 concernant le projet d'installation de deux moteurs de cogénération fonctionnant au gaz naturel ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 19 novembre 2024 ;
- les observations formulées par le demandeur en date du 16 décembre 2024 et du 7 janvier 2025 ;
- le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées en date du 8 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT

- que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 et au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2940-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2009 susvisé ;
- que les modifications de l'installation envisagées par la société SLA INDUSTRIE portent sur l'ajout d'une ligne de thermolaquage de profilés aluminium (dite ligne horizontale), et sur l'ajout de deux installations de cogénération fonctionnant au gaz naturel ;
- que l'ajout de la ligne horizontale conduit à une augmentation du volume de bains de traitement de surface actuellement présent sur site, que le volume total reste inférieur à celui qui avait été autorisé par l'arrêté du 29 avril 2009 susvisé, et que l'augmentation en elle-même est inférieure au seuil de 30 m³ de la rubrique 3260 de la nomenclature des ICPE ;
- que l'ajout d'une cabine de peinture au niveau de la ligne horizontale ne conduit pas à une augmentation de la quantité maximale journalière de peinture utilisée ;
- que l'exploitation de deux installations de cogénération au gaz naturel, d'une puissance totale de 1,75 MW, est soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE ;
- que les modifications de l'installation envisagées par la société SLA INDUSTRIE ne relèvent ainsi pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;
- que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;
- que les modifications demandées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;
- qu'il convient d'actualiser la liste des installations relevant d'une rubrique de la nomenclature des ICPE ;
- qu'il convient également de mettre à jour les dispositions concernant les rejets atmosphériques pour intégrer les modifications liées à la nouvelle ligne horizontale ;

- que l'exploitation des installations de cogénération est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, et ne nécessite pas de définir de prescriptions complémentaires ;
- qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société SLA Industrie, dont le siège social est situé ZA La Gabiotte 70 220 Fougerolles-Saint-Valbert, qui est autorisée à exploiter une installation de fabrication de profilés aluminium sur le territoire de la commune de Fougerolles-Saint-Valbert est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

I. La société SLA Industrie est autorisée à exploiter une nouvelle ligne horizontale de thermolaquage, dont les caractéristiques figurent dans le dossier du 13 février 2023 susvisé.

II. La société SLA Industrie est autorisée à exploiter une installation de cogénération fonctionnant au gaz naturel dont les caractéristiques figurent dans le dossier du 9 octobre 2023 susvisé.

III. Le tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2009 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Régime | Nature et volume des activités |
|----------|---|--------|--|
| 3260 | Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes | A | <p>Ligne petits profilés et accessoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cuve de dégraissage alcalin fort : 4 m³ • Cuve de dérochage acide : 4 m³ • Cuve de conversion chimique : 4 m³ <p>Ligne Verticale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cuve de dégraissage alcalin fort : 5,9 m³ • Cuve de dérochage acide : 5,9 m³ • Cuve de conversion chimique : 2 m³ <p>Ligne Horizontale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cuve de dégraissage alcalin fort : 5 m³ • Cuve de dérochage acide : 5 m³ • Cuve de conversion chimique : 1,9 m³ <p>Volume total : 37,7 m³</p> |

| | | | |
|--|--|----|--|
| 2940-3-a | <p>Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 200 kg/j</p> | E | <p>Application de peinture poudre</p> <p>Quantité maximale susceptible d'être mise en œuvre : 800 kg/j</p> |
| 2910-A-2 | <p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> | DC | <p>1 moteur de cogénération fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 1,125 MW</p> <p>1 moteur de cogénération fonctionnant au gaz naturel d'une puissance thermique de 0,625 MW</p> <p>Puissance thermique totale : 1,75 MW</p> |
| A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle) | | | |

ARTICLE 3 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES CARACTÉRISTIQUES DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les dispositions concernant la liste des conduits, les conditions de rejet et les valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques sont modifiées selon les dispositions ci-dessous.

I. L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2019 susvisé est abrogé.

II. Le tableau des conduits et installations raccordées figurant à l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2009 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| N° de conduit | Installations raccordées | Ligne concernée | Équipement de traitement |
|---------------|--|-------------------|--------------------------|
| 1 | Dégraissage alcalin | Ligne accessoires | Dévésiculateur |
| 2 | Dérochage acide | | Tour de lavage |
| 3 | Dégraissage alcalin et dérochage acide | Ligne horizontale | Tour de lavage |
| 4 | Dégraissage alcalin et dérochage acide | Ligne verticale | Tour de lavage |
| 5 | Cabine peinture poudre n°1 | Ligne verticale | Filtre à manches |
| 6 | Cabine peinture poudre n°2 | Ligne verticale | Filtre à manches |

III. Le tableau des conditions générales de rejet figurant à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2009 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| N° de conduit | Hauteur en m | Diamètre en m | Débit nominal en Nm ³ /h | Vitesse minimale d'éjection |
|---------------|--------------|---------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| 1 | 10 | 0,5 | 8000 | 8 |
| 2 | 10 | 0,5 | 8000 | 8 |
| 3 | 10 | 0,8 | 21500 | 8 |
| 4 | 19 | 0,55 | 9000 | 8 |
| 5 | 19 | 0,6 | 36000 | 8 |
| 6 | 19 | 0,6 | 36000 | 8 |

IV. Le tableau des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques figurant à l'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2009 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| Paramètres | Conduits concernés | Concentration en mg/Nm ³ |
|----------------------------------|--------------------|-------------------------------------|
| Acidité totale exprimée en H | 1 à 4 | 0,5 |
| HF, exprimé en F | 1 à 4 | 2 |
| Alcalins, exprimés en OH | 1 à 4 | 10 |
| NOx, exprimés en NO ₂ | 1 à 4 | 200 |
| SO ₂ | 1 à 4 | 100 |
| NH ₃ | 1 à 4 | 30 |
| Poussières | 5 et 6 | 100 |

ARTICLE 4 – MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES

L'article 8.2.1. de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2009 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« I. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire concerné, sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.

II. Les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur précisées dans un avis publié au Journal officiel.

III. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 5 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SLA Industrie, dont le siège social est situé ZA La Gabiotte 70 220 Fougerolles-Saint-Valbert.

ARTICLE 6 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 7 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de Lure, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, le Maire de Fougerolles-Saint-Valbert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera également adressée.

Fait à Vesoul, le 17 JAN. 2025
Le préfet,
Par délégation
La secrétaire générale

Annick PAQUET